

Nous ne séparons pas ces objectifs en petites cases distinctes. Nous savons qu'ils sont interdépendants.

La démocratie et le respect des droits individuels sont des notions indispensables au bon fonctionnement de l'économie de marché et des institutions sociales, éléments qui sont quant à eux indissociables de la paix et de la stabilité.

Lorsque le régime répressif d'un pays étranger engage des dépenses immodérées en matière de défense, ses voisins et nous-mêmes sommes amenés à accroître par contrecoup nos dépenses à ce chapitre. La pollution et la dégradation de l'environnement dans d'autres coins du globe font peser de nouvelles menaces sur notre propre environnement.

Les Canadiens veulent également que les pays remplissent leurs obligations internationales. Lorsque les pays en développement s'intègrent dans la communauté internationale, les Canadiens s'attendent à ce qu'ils assument de plus grandes responsabilités. Les pays développés ne doivent pas transmettre des messages contradictoires; si nous sommes trop indulgents sur la question de la dette, nous aurons plus de difficulté à nous montrer fermes sur la question des droits de la personne.

Somme toute, les Canadiens se sont montrés en faveur de nos initiatives. Cependant, une majorité d'entre eux sont opposés à l'exonération sans condition du remboursement des prêts. C'est pour cette raison que nous avons tenté d'être à la fois novateurs et conciliants, pas seulement à l'égard des pays très pauvres, mais aussi à celui des pays plus développés qui éprouvent des difficultés temporaires. Notre politique offre un certain nombre d'options, notamment de meilleures conditions, des délais de remboursement plus longs, une réduction de la dette, de nouveaux moyens de convertir la dette en activités favorables au progrès social.

Mais nous sommes conscients par ailleurs du fait que nous ne pouvons agir seuls. Toute initiative doit être prise à l'échelle multilatérale si nous voulons effectuer des changements réels et durables.

Si le Canada devait faire cavalier seul, ses efforts se résumeraient à un petit coup de coude dans la bonne direction. Or, pour résoudre les problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui, il ne suffira pas de faire des allusions et d'agir par petits coups. Toutes les parties concernées par la dette devront mener une action précise et concertée.

C'est pour cela que nous sommes ici aujourd'hui et demain - pour tenter de percer tous les signaux et les indices tant sur le plan bilatéral que multilatéral et pour trouver des moyens d'aborder l'une des questions les plus graves qui affligent le monde.